



Commission de services régionaux

Péninsule acadienne

Réunion ordinaire du conseil d'administration

1^{er} février 2018

19 h

Foyer du Centre Culturel de Caraquet

PROCÈS-VERBAL

Membres présents :

Alyre Ross,	DSL
Benoit Savoie,	DSL
Leroy Webster,	DSL
Pius LeBouthillier,	DSL
Jacques Boucher,	DSL
Roger Chiasson,	Bas-Caraquet
Nathalie Haché Godin,	Bertrand
Denis Losier,	Tracadie
Jules Haché,	Lamèque
Anita S. Robichaud,	Shippagan
Georges Savoie,	Neguac
Luc Robichaud,	Paquetville
Guy Cormier,	Saint-Léolin
Oscar Roussel,	Saint-Isidore
Vivianne Baldwin,	Maisonnette
Gilles Thériault,	Grande-Anse

Membres absents :

Kevin J. Haché,	Caraquet
Conrad Godin,	Ste-Marie-St-Raphaël
Paul-Aimé Mallet,	Le Goulet

1. Ouverture de la séance

M. Georges R. Savoie préside l'assemblée et souhaite la bienvenue aux membres et au public présent. Mme Mélanie Thibodeau agit à titre de secrétaire d'assemblée.

2. Vérification du quorum

Les membres présents à l'ouverture de la séance formant quorum, l'assemblée est déclarée régulièrement constituée à 19 h.

3. Déclaration de conflits d'intérêts

Aucune déclaration enregistrée.

4. Adoption de l'ordre du jour

Le président fait la lecture de l'ordre du jour.

18-CSR4-443 *Il est proposé par M. Oscar Roussel et appuyé de M. Luc Robichaud, que l'ordre du jour soit adopté avec l'ajout d'un point. GRC est donc ajouté à l'ordre du jour.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5. Adoption du procès-verbal de la réunion du 14 décembre 2017

18-CSR4-444 *Il est proposé par M. Guy Cormier et appuyé de M. Denis Losier, que le procès-verbal de la réunion tenue le 14 décembre 2017 soit adopté tel que présenté.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

6. Affaires découlant du procès-verbal de la réunion tenue le 14 décembre 2017

Le suivi sera fait à l'intérieur du rapport de la directrice générale.

7. Rapport du président et de la directrice générale

La directrice prend tout d'abord quelques minutes afin de souligner la présence de Mme Francisca Degrâce, tout nouvellement embauchée au poste de chargée du développement économique communautaire avec l'équipe d'Opportunités N.-B. Mme Degrâce prend un instant afin d'expliquer aux membres du conseil d'administration, son rôle au sein des communautés.

La directrice générale fait un suivi sur les différentes résolutions passées à la réunion du 14 décembre dernier. Elle fait également état des différentes rencontres et réunions auxquelles elle a assisté. Elle présente les réalisations et défis des dernières semaines concernant le service d'urbanisme, de déchets solides et du service du tourisme. (Rapport complet à l'annexe A).

18-CSR4-445 *Il est proposé par M. Luc Robichaud et appuyé de M. Benoit Savoie, que le rapport de la directrice générale soit déposé.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Un membre demande des éclaircissements au sujet de la contribution des DSL dans le processus du service volontaire de contrôle des chiens qui sera offert par la CSRPA très prochainement. La directrice lui explique qu'une entente est déjà en vigueur entre la SPCA Nouveau-Brunswick et la province à ce niveau. Après discussion, les membres émettent donc la résolution suivante :

18-CSR4-446 *Il est proposé par M. Jacques Boucher et appuyé de M. Alyre Ross, qu'une lettre soit envoyée au ministre de l'Environnement et Gouvernement locaux afin de démontrer l'intérêt des Districts des services locaux à participer au service volontaire de contrôle des chiens fournis par la CSRPA.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

8. Rapport des comités :

a) Comité de la sécurité publique – rapport du 17 janvier 2018

18-CSR4-447 *Il est proposé par M. Luc Robichaud et appuyé de Mme Anita S. Robichaud, que le rapport de la réunion du comité de la sécurité publique tenue le 17 janvier 2018 soit déposé.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le président du comité, M. Luc Robichaud fait une présentation générale du rapport.

Planification régionale des services d'incendie – rencontre avec Prévôt des incendies

18-CSR4-448 *Il est proposé par M. Luc Robichaud et appuyé de M. Benoit Savoie, d'adopter la recommandation suivante :*

R.1 : Le comité recommande que la CSRPA retienne les services d'un modérateur expert dans le domaine de la sécurité incendie afin de préciser les paramètres d'une étude à cet effet pour l'ensemble de la Péninsule acadienne.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

b) Comité des finances – rapport du 22 janvier 2018

18-CSR4-449 *Il est proposé par M. Oscar Roussel et appuyé de Mme Anita S. Robichaud, que le rapport de réunion du comité des finances tenue le 22 janvier 2018 soit déposé.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le président du comité, M. Oscar Roussel fait la présentation du rapport.

Politique des Ressources Humaines

18-CSR4-450 *Il est proposé par M. Oscar Roussel et appuyé de M. Alyre Ross, d'adopter la recommandation suivante :*

R.2 : Le comité recommande à la CSRPA d'accepter le manuel des Politiques et procédures en Ressources Humaines ainsi que toutes les dispositions qui s'y retrouvent.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Carte de crédit pour le service de tourisme

18-CSR4-451 *Il est proposé par M. Oscar Roussel et appuyé de Mme Anita S. Robichaud, d'adopter la recommandation suivante :*

R.3 : Le comité recommande à la CSRPA d'accepter l'émission d'une carte de crédit au nom de Yannick Mainville, directeur du développement touristique, dont la limite de crédit a été fixée à 5 000 \$ afin de faciliter les achats pour le service de tourisme de la CSRPA.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Débenture – pesée au Centre de transfert à Tracadie

18-CSR4-452 *Il est proposé par M. Oscar Roussel et appuyé de M. Pius LeBouthillier, d'adopter la recommandation suivante :*

R.4 : Le comité recommande à la CSRPA que le directeur général, le trésorier ou le président soit autorisé à émettre et à vendre à la Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick une débenture de la Commission de services régionaux Péninsule acadienne d'un montant de 60 000 \$ selon les conditions stipulées par la Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick, et il est résolu que la Commission de services régionaux Péninsule acadienne convient d'émettre des chèques postdatés à l'ordre de la Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick, sur demande, pour payer le capital et les intérêts de ladite débenture.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

c) Comité consultatif en développement touristique – rapport du 18 janvier 2018

La directrice générale, Mme Mélanie Thibodeau, fait une présentation générale du rapport de la réunion.

18-CSR4-453 *Il est proposé par M. Jules Haché et appuyé de Mme Viviane Baldwin, que le rapport de la réunion du comité consultatif en développement touristique tenue le 18 janvier 2018 soit déposé.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Présentation d'une ébauche de travail – Salon du VR de Québec

18-CSR4-454 *Il est proposé par M. Jules Haché et appuyé de M. Guy Cormier, d'adopter la recommandation suivante :*

R.5: *Le comité recommande à la Commission de services régionaux Péninsule acadienne que l'Office du tourisme de la Péninsule acadienne soit présent au Salon du VR de Québec du 22 au 25 mars 2018 avec un kiosque Tourisme Péninsule acadienne.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

9. Présentations

Le président souhaite la bienvenue à M. Jean-Charles Chiasson, directeur général de la Fondation Communautaire de la Péninsule acadienne ainsi qu'à M. Yvon Cormier, bénévole du comité du Fonds de l'entraide de la Péninsule acadienne.

M. Chiasson et M. Cormier font une présentation sur le développement du Fonds d'aide pour les gens qui doivent se déplacer pour recevoir des soins de santé. Ils nous présentent un historique du Fonds ainsi que plusieurs statistiques en lien avec les déplacements relatifs aux soins de santé.

Après discussion entre les membres du conseil d'administration, ceux-ci émettent la résolution suivante :

18-CSR4-455 *Il est proposé par M. Luc Robichaud et appuyé de M. Jules Haché, qu'une lettre d'appui soit envoyée à la Fondation Communautaire de la Péninsule acadienne dans le but d'appuyer les démarches pour la création d'un Fonds d'aide de niveau provincial pour aider les gens qui doivent se déplacer pour recevoir des soins de santé dans la province du N.-B.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Une rencontre aura lieu prochainement entre la Fondation Communautaire de la Péninsule acadienne, le ministre de la Santé, l'honorable Benoit Bourque, les députés provinciaux ainsi que le député fédéral afin de discuter du dossier. Il y aurait possiblement une ouverture afin que la CSRPA puisse être représentée lors de cette rencontre. Un représentant de ville, village, DSL ainsi que la direction serait appropriée. Les membres intéressés à participer à cette rencontre devront aviser la directrice générale par courriel le plus tôt possible.

10. Résolutions

Demande d'emprunt de 1 000 000 \$ auprès de la Commission des emprunts de capitaux par les municipalités

18-CSR4-456 Il est proposé par M. Benoit Savoie et appuyé de M. Guy Cormier, que la Commission de services régionaux Péninsule acadienne demande à la Commission des emprunts de capitaux par les municipalités l'autorisation d'emprunter en vue d'une dépense en capital pour la durée et la somme suivante :

<i>Services d'hygiène environnementale</i>	<i>Somme</i>	<i>Durée</i>
<i>Agrandissement du bâtiment destiné au triage des matières recyclables</i>	<i>1 000 000 \$</i>	<i>20 ans</i>
<hr/>		
<i>Total : Services d'hygiène environnementale</i>	<i>1 000 000 \$</i>	

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

11. Correspondances

La correspondance a été distribuée aux membres. Aucune correspondance ne retient l'attention du conseil.

18-CSR4-457 Il est proposé par M. Oscar Roussel et appuyé de Mme Anita S. Robichaud, que la correspondance pour la période du 14 novembre 2017 au 24 janvier 2018 soit déposée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Levée de la réunion

Il est proposé par M. Conrad Godin que la réunion soit levée à 20 h 53.

Georges R. Savoie, président

Mélanie Thibodeau, secrétaire

Annexe "A"

Rapport de la directrice générale

Février 2018

Résumé du travail effectué en lien avec les résolutions du Conseil d'administration

Suivi du procès-verbal de la réunion du 14 décembre 2017

RÉSOLUTION 17-CSR4-334: Il est proposé par M. Yvon Godin et appuyé de M. Denis Losier, que la CSRPA appuie la CSR Fundy dans leurs revendications sur le transfert des déchets hors province et d'en faire part, par lettre, au ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux.

Une lettre a été écrite à cet effet et sera envoyée dans les prochains jours.

RÉSOLUTION 17-CSR4-442: Il est proposé par M. Yvon Godin et appuyé de M. Leroy Webster, qu'une vérification soit faite auprès du ministère de la Sécurité publique afin de s'assurer que la facturation pour les coûts de la GRC dans chacune des municipalités reflète bien une augmentation de 2.5 %.

Une vérification a été faite à cet effet auprès du ministère de la Sécurité publique et la directrice par intérim du service a confirmé que l'achat d'équipement spécialisé suite aux incidents survenus à Moncton ne se reflète plus dans la facturation municipale de 2018. Une présentation sera faite en février auprès du CA de la CSRPA.

AUTRES DOSSIERS D'INTÉRÊT

Rencontre avec les députés desservant le territoire de la CSRPA

Les discussions se poursuivent afin de rencontrer les cinq députés provinciaux de la CSRPA afin de discuter des dossiers prioritaires de la CSRPA. Certaines tentatives ont échoué avant la période des Fêtes en raison de la non-disponibilité des députés. Une autre tentative est prévue à la fin février. Les membres seront informés dès qu'une date définitive aura été déterminée.

Aéroport de la Péninsule

La demande de financement pour les travaux d'amélioration de l'aéroport de la Péninsule ne semble ne plus avancer aussi vite que voulu. Toutes les dernières demandes d'information relatives au dossier se sont soldées avec une réponse assez brève qui disait que le dossier était encore en étude. Puisque la demande actuelle est faite auprès de l'APECA, un message a été envoyé au député fédéral Serge Cormier en décembre dernier afin de lui rappeler que la demande est traitée actuellement par l'APECA. Le projet d'amélioration de l'aéroport ne pourra être réalisé sans l'appui des représentants provinciaux et fédéraux.

Service de contrôle des chiens

Le nouveau service de contrôle des chiens devrait débiter le 5 mars prochain pour 13 des municipalités de la CSRPA. Ce nouveau service répondra sûrement à un besoin de plus en plus ressenti de la part de bon nombre de communautés. Le nouveau site web de la CSRPA aura une page spécifique pour le service et nous souhaitons implanter sous peu les demandes de licence en ligne afin de rejoindre le plus grand nombre de propriétaires possible. Un nouvel arrêté est en élaboration et une première ébauche sera présentée sous peu aux directeurs généraux concernés. Actuellement, le service et la réglementation ne touchent que les chiens, mais la possibilité d'élargir le service aux chats demeure toujours une possibilité en raison de la problématique de plus en plus grandissante des chats errants. La discussion sera apportée aux directeurs généraux d'ici quelques jours afin de connaître l'intérêt des municipalités à cet effet.

Tel que mentionné lors d'une rencontre précédente, les districts de services locaux (DSL) ne peuvent participer au service de contrôle des chiens offert par la CSRPA en raison de la réglementation provinciale qui détermine la SPCA NB comme pourvoyeur de service. Un changement législatif est donc nécessaire pour permettre aux DSL de participer au service. Une lettre au ministre responsable serait de mise afin de l'informer de l'impasse actuelle.

Planification régionale des services d'incendie

Suite à la dernière rencontre avec le comité de la sécurité publique, des recherches ont été accentuées vers le Québec afin de trouver de l'expertise dans le domaine de la planification régionale des services d'incendie. Le gouvernement du Québec a adopté au mois de juin 2000 la Loi 112 sur la sécurité incendie. Cette loi consiste à l'obligation des MRC à mener un processus de planification régionale de la sécurité incendie. Misant sur la concertation entre les municipalités d'une même région, cette planification vise une plus grande efficacité des organisations, une utilisation plus rationnelle des ressources et des équipements ainsi qu'un recours accru aux mesures de prévention. Des démarches sont présentement entreprises pour mieux connaître leur démarche et les ressources humaines disponibles pour peut-être entreprendre une étude similaire dans notre région. Des discussions ont été tenues avec l'AFMNB à cet effet. Un suivi sera fait très prochainement avec un premier contact proposé.

Agent de développement économique communautaire

Suite à la signature de l'entente avec Opportunité Nouveau-Brunswick dans le but d'améliorer la communication entre la province et les régions, Mme Francisca Degrace a été embauchée il y a quelques semaines comme chargée de développement économique communautaire pour la région de la Péninsule acadienne. Mme Degrace jouera le rôle de connecteur entre la région et la province. L'objectif de son travail n'est pas de développer des projets comme tels, mais plutôt de jouer un rôle d'accompagnatrice afin de faire avancer les dossiers économiques à nature communautaire. Les entrepreneurs pourront toujours être assistés par M. Yves Godin, chargé de développement des affaires. Son bureau sera localisé à Shippagan.

SERVICE D'URBANISME

Chiffres sur les demandes de permis (du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017) :

- Le service a répondu à 3916 demandes de services au courant des 260 jours de travail en 2017 équivalents en moyenne à 15 nouvelles demandes par jour;
- En moyenne pour 2017, 7 demandes de permis sont effectuées par jour;
- Nous avons délivré 1756 permis depuis le début de l'année comparativement à 1640 permis pour la même période en 2017 soit une augmentation de 7 %;
- La valeur de l'investissement au sol est nettement supérieure à celle de l'année dernière soit 61 293 986 \$ comparativement à 51 249 449 \$ soit une augmentation de près 20%;
- 59 demandes de permis sont actuellement incomplètes et donc en attente du client;
- 101 demandes de permis ont été refusées pour cause de projet non conforme à la réglementation applicable.

Délais

- Actuellement, nous n'avons aucun délai pour délivrer un permis (garage, remise, perron...) suite à une demande de permis complète et conforme;
- Pour ce qui est des permis avec des plans techniques (nouvelles maisons, commerces ...) nous n'avons aucun délai pour débiter le dossier;
- Aucune demande de permis n'est actuellement dans notre « file d'attente ».

Information

- Les demandes d'information sont répondues dans les 24 heures. Nous avons reçu 1255 demandes en 2017. Une moyenne de 5 demandes est déposée chaque jour.

Infractions

- 155 infractions ont été constatées en 2017 par nos inspecteurs. Sur ces infractions, 131 ont été réglées.

Dossiers des plaintes

- Depuis le début de l'année, nous avons reçu 127 nouvelles plaintes relatives à l'application des arrêtés et règlements;
- Nous en traitons actuellement 27;

Réunions du CRP (dérogations & rezonages)

- Nous avons traité en 2017, 97 demandes de projets dérogatoires comparativement à 112 en 2016;
- 39 demandes de dérogation ont été étudiées à l'interne (21 en 2016) et 58 présentées au CRP (91 en 2016);
- 18 avis de rezonage ont été étudiés.

SERVICE DE GESTION DES DÉCHETS SOLIDES

Collecte du temps des fêtes :

En général, les changements d'horaire durant la période des fêtes se sont généralement bien déroulés à l'exception de la première semaine de janvier. Le mauvais temps du 5 janvier a occasionné l'annulation de la collecte. Cette collecte du 5 janvier comprenait également celle prévue du lundi 1^{er} janvier. Ces deux collectes ont dû être reportées au lundi suivant. Nous avons avisé les entrepreneurs et les citoyens qu'exceptionnellement, la collecte des déchets recyclables et non recyclables se fera la même journée. Un des entrepreneurs a décidé de faire la collecte avec un seul camion mélangeant ainsi le recyclable avec le non recyclable. Nous sommes intervenus dès que nous avons été informés et nous lui avons exigé qu'il termine le reste de la collecte de la façon qui avait été convenue. Des leçons ont été tirées de cette expérience et le point sera apporté lors de la prochaine rencontre du comité de gestion des déchets.

Recyclage Nord :

Une rencontre est prévue pour le 26 février prochain avec les comités responsables du dossier de la gestion des déchets des 4 CSR Nord. Nous présenterons lors de cette rencontre des plans préliminaires de ce que pourrait ressembler un tel centre de triage pour le Nord ainsi que les estimations des coûts opérationnels.

CSRIE :

Nous avons remarqué une nette amélioration à la productivité ainsi qu'une diminution du rejet. La compilation de ces données et l'analyse qui en découle seront présentées dans le Rapport annuel de la CSRPA en plus d'être présentées au comité de gestion des déchets.

Recyclage-école et CUS:

Nous avons exercé, par l'entremise du Président du comité de gestion des déchets solides, une certaine pression auprès de la gouvernance et de la direction du District scolaire afin de faire avancer le dossier du recyclage dans les écoles de la Péninsule acadienne. Nous avons fait face à une impasse où nous étions incapables d'intervenir au niveau administratif. Une lettre a été envoyée à la direction générale expliquant la situation.

Nous avons mis de l'avant, avec les étudiants de l'Université de Moncton, Campus de Shippagan (UMCS), une initiative ayant pour but d'initier la récupération dans le milieu universitaire. Ce programme est en marche présentement et s'adresse en premier lieu aux étudiants qui demeurent aux trois résidences du campus. Ensuite, le service prendra de l'expansion dans les bureaux administratifs lorsque les travaux de construction de l'UMCS seront terminés. Notre agent de communication est déjà impliqué avec les étudiants et leur offrira tout le matériel éducationnel et le support nécessaire au bon fonctionnement du programme.

Recyclage secteur Industriel/Commercial/Institutionnel

Des démarches ont été entreprises avec le Ministère des Transports et Infrastructures afin d'avoir accès à une liste de tous les bâtiments et espaces bureaux que le gouvernement du Nouveau-Brunswick occupe dans la Péninsule acadienne. Nous tenterons de déterminer le coût pour la

gestion des déchets dans ce secteur et analyser les façons d'intégrer cette collecte à celle résidentielle.

Arbres de Noël :

Nous remarquons une diminution chaque année du nombre de sapins de Noël recueillis. Cette diminution est probablement causée par la popularité du sapin artificiel. Environ 1000 sapins ont été apportés à Le Goulet, malgré cette diminution, l'initiative continue à contribuer au projet de restauration de la dune.